main du vice-président de l'association, M. Cohen. Il n'y eut qu'une voix pour louer la discrétion de M. Haberl.

Après quelques observations des premiers orateurs, cette proposition fut abandonnée de tous. Il ne pouvait être admis que les études et les efforts faits en vue de conserver à l'Eglise ses traditions fussent regardés comme des agitations, et que leurs auteurs fussent tenus pour des agitateurs.

Restait la première proposition.

Plusieurs orateurs prétendaient que cette proposition comme elle était formulée dans le programme pouvait être contestée au moins dans les motifs qui l'appuyaient.

En particulier, M. Anton Seydler, organiste de la cathédrale de Gratz, démontra avec une grande clarté que l'assemblée n'avait pas qualité pour légiférer. Les membres du *Cecilienverein*, en réunion plénière, étaient bien libres d'adopter pour leur usage l'édition dite officielle. Mais appuyer cette décision sur une décision de l'Eglise, alors que le Saint-Siège, par des documents récemment publiés affirmait nettement que l'Eglise ne décidait rien et ne voulait rien décider, n'était ce pas outrepasser ses pouvoirs ? Le Saint-Siège n'indiquait-il pas, par ses dernières déclarations, qu'il prenait en considération les travaux faits en ces dernières années, et la lumière jetée par ces travaux sur des questions à peine étudiées il y a trente ans ? L'intention évidente et formelle du Saint-Siège n'était-elle pas au contraire de favoriser des